

Postiers, mais surtout les 61 milliards nécessaires pour renflouer les caisses de cette entité du groupe La Poste SA, sont, pour de nombreux observateurs, les signes annonciateurs de la faillite.

61 milliards. C'est le montant qu'il faut pour sauver la Postebank. Et comme si cela ne suffisait pas aux malheurs des clients de cette structure bancaire du groupe La Poste SA, déjà à bout de souffle, les Postiers ont remis le couvert le 25 octobre dernier, en entrant en grève. Un bon moyen de pression pour les agents qui ont choisi cette période cruciale de fin du mois, pour pousser le gouvernement à réagir. Une situation qui a sérieusement porté préjudice aux milliers de fonctionnaires domiciliés dans cette banque postale, qui n'ont pas tardé à exprimer leur mécontentement. Dans certaines villes de l'intérieur du pays, notamment à Mouila et Lambaréné, des barricades ont été érigées par des fonctionnaires en colère, qui expérimentaient à leur tour le calvaire que vivent les épargnants depuis plus d'un an. Le gouvernement a dû trouver un plan B, en orientant les usagers vers Ecobank, qui s'est vite retrouvée débordée. Les Postiers qui ont poursuivi leur mouvement d'humeur n'ont pas lâché prise, obligeant le ministre d'Etat en charge de l'Economie numérique,



Photo : MZM

### La Poste pourra-t-elle être sauvée par...

Alain Claude Bilie-By-Nze, qui les avait pourtant rassurés la veille au cours d'une rencontre, au Centre national de tri, à sortir du bois. Au terme d'après négociations de plusieurs heures, les concessions ont été faites et les postiers, qui réclamaient les arriérés de salaires et le treizième mois de l'année 2015, ont suspendu leur mouvement de grève. Mais pour combien de temps, avant qu'ils ne reviennent à la charge, peut-on s'interroger ? Surtout qu'au sortir de cette réunion de crise, Audrey Ibinga Bouka, la représentante du Syndicat des agents de La Poste (Synaposte), a indiqué que la grève est seulement suspendue, le temps de voir si le gouvernement tient ses promesses. Si cette solution provisoire a permis de faire baisser la tension, elle est loin d'avoir résolu le problème. Bon nombre de fonctionnaires qui ne sont pas rentrés en possession de leurs salaires, jusqu'à ce jour, font encore le pied de grue devant les agences d'Ecobank à Li-

breville. « Nous sommes allés pour toucher notre argent à l'agence Ecobank de Lalala ce matin, et les agents nous ont répondu que le contrat avec l'Etat de payer les fonctionnaires a pris fin vendredi et qu'il nous fallait repartir à la poste centrale en ville. Arrivés à la poste centrale, nous avons été presque chassés par ces derniers, qui nous ont renvoyé vers Ecobank. Nous ne savons plus quoi faire ou vers qui nous tourner. S'il n'y a plus d'argent, qu'on nous le dise clairement, au lieu de nous faire balader. A cette allure, nous n'aurons même plus d'argent de taxi pour rentrer si nous ne percevons pas nos salaires », nous ont confié, excédés, quelques fonctionnaires rencontrés hier dans les rues de la capitale. **MANQUE DE LIQUIDITES** \* Plus d'un an après la crise qui secoue la poste gabonaise et sa filiale Postebank, qui manque cruellement de liquidités, il devient de plus en plus difficile de croire à sa survie. En dépit des assurances données par la tutelle de redresser cette structure

bancaire, tous les indicateurs sont au rouge à la Postebank qui est désormais sous appareil respiratoire. La récente grève des postiers mais surtout les 61 milliards nécessaires pour renflouer les caisses de cette entité du groupe la Poste SA, sont, pour de nombreux observateurs, les signes annonciateurs de la faillite. Ce n'est donc plus qu'une question de temps avant que la poste ne dépose le bilan, à moins de faire preuve de déni. Les signes de la banqueroute sont de plus en plus visibles et ce n'est pas la volonté affichée par le ministre de tutelle, lequel propose un plan de redressement sur plusieurs années qui changera quelque chose. Surtout qu'il est reproché au membre du gouvernement d'avoir tenu le même discours aux agents d'Africa n°1 et de l'Agence gabonaise de presse (AGP), qui continuent malgré tout de broyer du noir. Les seconds se retrouvant avec plusieurs mois d'arriérés de salaires. Même si la situation de La Poste est une priorité du gouvernement, rien ne



Photo : L'union

Alain Claude Bilie By Nze, ministre d'Etat, en charge de la Poste



Photo : L'union

et Mickael Adande, PDG de la poste SA ?

semble indiquer la voie du salut pour cette entité au moment où l'Etat est préoccupé par d'autres chantiers urgents. L'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (Can) et d'autres problèmes sociaux tels que l'éducation, ne permettent pas à l'Etat, confronté à des difficultés financières, en raison de la baisse du prix du baril

de pétrole, d'affecter les fonds promis. Il serait peut-être temps d'envisager un partenariat public-privé pour sauver La Poste et les emplois des agents, ou simplement la liquidation. Mais ça, c'est une autre histoire dans laquelle les usagers, notamment les épargnants, auront leur mot à dire. Affaire à suivre

## Anniversaire

